

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Ministère de la Langue française

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

G.1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2024-2025 :

- A) Les endroits et dates de départ et de retour;
- B) La copie des programmes et rapports de mission;
- C) Les personnes rencontrées;
- D) Le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- E) Les noms des ministres, des députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- F) Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- G) La liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant :
- H) les détails de ces ententes;
- I) les résultats obtenus à ce jour;
- J) Investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimés.

G.2 Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2024-2025 :

- A) Les raisons du déplacement;
- B) L'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- C) Les coûts ventilés.

G.3 Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- D) La ventilation des sommes dépensées pour 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026;
- E) Les noms des firmes de publicité retenues;
- F) La liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- G) Le but visé par chaque dépense;
- H) Dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- I) Les noms des fournisseurs incluant les contrats de photographie;
- J) La répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion;
- K) Le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.

G.4 Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

- A) Les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026 ventilées par type d'événement;
- B) Le but visé par chaque dépense;
- C) Le nombre total et la liste d'événements ventilés par type d'événement;
- D) Si l'événement s'est tenu virtuellement.
- E) Les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026 ventilées par type d'événement;
- F) Le but visé par chaque dépense;
- G) Le nombre total et la liste d'événements ventilés par type d'événement;
- H) Si l'événement s'est tenu virtuellement.
- I) Les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026 ventilées par type d'événement;
- J) Le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- K) La liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié);
- L) La liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- M) Le but visé par chaque dépense;
- N) Le nombre total et liste d'événements ventilés par type d'événement;
- O) Si l'événement s'est tenu virtuellement.

G.5 La liste des dépenses en formation de communication en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel :

- A) Les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026 ventilées par type d'événement;

- B) Le but recherché pour chaque dépense;
 - C) Le nombre total et la liste des formations ventilée par catégorie.
 - D) Les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026;
 - E) Le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
 - F) Le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - G) La liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu;
 - H) Le but visé pour chaque dépense;
 - I) Le nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.
- G.6 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme y compris le cabinet ministériel en 2024-2025 en indiquant :**
- A) Les noms des professionnels ou de la firme;
 - B) Les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - C) Le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - D) La date d'octroi du contrat;
 - E) Le coût total y compris les avenants et/ou suppléments;
 - F) L'échéancier;
 - G) Dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- G.7 Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme en indiquant :**
- A) La liste des soumissions et le montant de chacune;
 - B) La grille d'évaluation des soumissions;
 - C) Le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
 - D) Le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
 - E) Le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
- G.8 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 :**
- A) La liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
 - B) Le total des coûts reliés à ces consultants ventilés par catégorie (incluant la masse salariale);
 - C) Le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
 - D) Le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
 - E) Une description de son mandat;
 - F) La date de début de son contrat;
 - G) La date prévue de fin de son contrat;
 - H) Sa rémunération annuelle.
- G.9 Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2024-2025 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :**
- A) Le nom du projet;
 - B) La nature du projet;
 - C) L'échéancier initial et revu, s'il y a lieu;
 - D) Le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - E) Les plus récentes évaluations du coût du projet;
 - F) Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet au total et ventilés par année financière;
 - G) L'estimation des coûts restant à déboursier pour terminer la réalisation du projet;
 - H) Les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
 - I) Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - J) Le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
 - K) Le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du Ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du Ministère :
 - ☐ La valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le Ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
 - L) Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;

- M) Le nombre et la liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2024-2025.

G.10 Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- A) Les coûts estimés par année;
- B) Les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
- C) Les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
- D) La liste des fournisseurs;
- E) Une copie du plan de déploiement.

G.11 De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2024-2025 et la ventilation pour chaque mois de chacune des dépenses suivantes :

- A) La photocopie;
- B) Le mobilier de bureau;
- C) L'ameublement;
- D) La décoration et l'embellissement incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- E) Le distributeur d'eau de source;
- F) Le remboursement des frais de transport;
- G) Le remboursement des frais d'hébergement;
- H) Le remboursement des frais de repas;
- I) Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- J) L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - a) Au Québec;
 - b) À l'extérieur du Québec.

G.12 De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chaque dépense liée à la téléphonie :

- A) Le coût des contrats téléphoniques;
- B) Le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- C) Le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- D) Les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- E) Le nombre de téléphones cellulaires et téléphones intelligents;
- F) Le coût d'acquisition des appareils;
- G) Le coût d'utilisation des appareils;
- H) Les noms des fournisseurs;
- I) Les ordinateurs portables;
- J) Les iPad ou autre type de tablette électronique.

G.13 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :

- A) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de **35 ans et plus**;
- B) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de **35 ans et moins**;
- C) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- D) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- E) Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
 - ☐ Le coût moyen par employé selon la classe de travail;
- F) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- G) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours, et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- H) Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoivent également une prestation de traite d'un

régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

- I) L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- J) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- K) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- L) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- M) Le nombre d'employés permanents et temporaires;
- N) Le nombre de départs volontaires ventilé par raisons du départ;
- O) Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- P) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- Q) Le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés ventilé par région;
- R) Le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1er novembre 2024

G.14 Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026 :

- A) Le nombre de départs à la retraite incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- B) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent plan de gestion des ressources humaines;
- C) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

G.15 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2024-2025 en indiquant pour chacun d'eux :

- A) L'emplacement de la location;
- B) La superficie totale pour chaque local loué;
- C) Le coût total de ladite location;
- D) Les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- E) La durée du bail;
- F) Le propriétaire de l'espace loué;
- G) En cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation;
- H) La superficie totale réellement occupée;
- I) La superficie inoccupée;
- J) Le coût de location au mètre carré;
- K) Les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

G.16 Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2024-2025, fournir :

- A) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
- B) La valeur estimée de ceux-ci;
- C) Les coûts d'entretien annuel;
- D) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

G.17 Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés incluant :

- A) Les dates des travaux;
- B) Les coûts;
- C) Le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

G.18 Liste du personnel de cabinet de chaque membre du conseil des ministres durant l'année 2024-2025 en indiquant pour chaque individu :

- A) La date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- B) Le titre de la fonction;
- C) L'adresse du port d'attache;
- D) La masse salariale totale par cabinet;
- E) Le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- F) La prime de départ versée, le cas échéant;

- G) La liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - H) La description de tâches;
 - I) Le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2024-2025;
 - J) Le nombre total d'employés au cabinet;
 - K) Le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
 - L) Si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
- G.19 Liste des sommes d'argent versées en 2024-2025, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme en indiquant :**
- A) Le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - B) La circonscription électorale;
 - C) Le montant attribué;
 - D) Le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
- G.20 Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :**
- A) Le nom de la personne;
 - B) Le poste occupé;
 - C) Le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - D) L'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - E) La date de l'assignation hors structure;
 - F) La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
 - G) Les prévisions pour 2025-2026.
- G.21 Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :**
- A) Le poste initial;
 - B) Le salaire;
 - C) Le poste actuel, s'il y a lieu;
 - D) La date de la mise en disponibilité;
 - E) Les prévisions pour 2025-2026.
- G.22 Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2024-2025 le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé en précisant la ou les raisons et en ventilant :**
- A) Par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
 - B) Par catégorie d'âge;
 - C) Prévisions pour 2025-2026.
- G.23 Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres en indiquant :**
- A) Le nom de la personne;
 - B) Le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - C) Le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - D) L'assignation initiale;
 - E) L'assignation actuelle;
 - F) La date de l'assignation hors structure;
 - G) La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
- G.24 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2024-2025 en précisant pour chaque abonnement :**
- A) Le coût de chacun;
 - B) Le fournisseur;
 - C) La nature du service;
 - D) S'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.
- G.25 Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements**

- sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
- G.26 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :**
- A) Le nom du site Web;
 - B) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - C) Les coûts de construction du site;
 - D) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - E) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - F) Le nombre de visiteurs (« hits ») par mois;
 - G) Le nombre de visiteurs uniques mensuellement;
 - H) Les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
 - I) La fréquence moyenne de mise à jour;
 - J) Le responsable du contenu du site.
- G.27 Pour 2024-2025, les dépenses effectuées, par ministère, pour les tournées, les visites ou les rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec en précisant :**
- A) Les régions et les villes visitées;
 - B) Les personnes et organismes rencontrés;
 - C) Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
 - D) Les raisons du déplacement;
 - E) L'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - F) Les coûts ventilés;
 - G) Le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
- G.28 La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2024-2025 :**
- A) le détail des mandats;
 - B) le coût (déplacements, etc.);
 - C) le nombre de ressources affectées;
 - D) le nombre de rencontres;
 - E) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
 - F) l'objet;
 - G) les dates.
- G.29 Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.**
- G.30 Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.**
- G.31 L'inventaire complet des services tarifés que les ministères et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) des ministères et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour 2025-2026.**
- G.32 Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2024-2025 demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor et confirmé par le gouvernement en décembre 2024 pour 2025-2026.**
- G.33 Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et 2026-2027 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates de versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.**
- G.34 Pour chaque ministère et organisme, y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi**

- (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.
- G.35** Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.
- G.36** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des indemnités de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour rupture de contrat.
- G.37** Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
- G.38** La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2024-2025 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2025-2026. Pour chacun de ces programmes existants en 2024-2025, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2025-2026 en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
- G.39** Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
- G.40** Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres :
- A) La dépense totale (opération et capital);
 - B) Les grands dossiers en cours;
 - C) Le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
 - D) Préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
 - E) Le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
- G.41** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
- G.42** Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et les membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association ou ordre professionnel en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations), ventilé par association et ordre professionnel en indiquant :
- A) La dépense totale relative au paiement des cotisations;
 - B) La liste des associations ou d'ordres professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour des cotisations;
 - C) Le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.
- G.43** Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :
- A) La date;
 - B) La nature;
 - C) Les questions posées;
 - D) Les réponses;
 - E) La firme retenue;
 - F) Les coûts.
- G.44** Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou organisme.
- G.45** Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :
- A) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2024-2025;

- B) Le nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2024-2025 en précisant la région d'origine et la région de destination;
- C) Le nombre d'emplois transférés en région depuis le 1^{er} octobre 2018.
- G.46 Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et les stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : G) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027.**
- G.47 Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : N) Plan d'action de développement durable 2023-2028.**
- G.48 Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.**
- G.49 Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de : LLL) Tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.**
- G.50 Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance en 2024-2025 au sein du ministère ou de l'organisme :**
- A) Le nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;
- B) Le nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
- C) Le nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2025;
- D) La proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;
- E) Le nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine;
- F) 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.
- G.51 Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.**
- G.52 Concernant toutes mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale au sein du ministère ou de l'organisme en 2024-2025 :**
- A) Les sommes dépensées;
- B) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
- G.53 Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs :**
- G.54 Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2024-2025. Indiquer :**
- A) Le lieu;
- B) Le coût;
- C) La ou les dates de participation;
- D) Le nombre de participants;
- E) Le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
- F) Le nom de la formation ou de l'activité.
- G.55 Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 :**
- A) La liste de tous les concours et tirages réalisés;
- B) Les prix remis aux gagnants des concours et des tirages ainsi que la valeur de ces prix;
- C) L'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
- D) La liste des concours qui ont pris fin.
- G.56 Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 :**
- A) Le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;

- B) Le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
 - C) Le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics ventilés par instance ou organisme;
 - D) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
- G.57 Pour le ministère et chacun des organismes, agences et autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer :**
- A) Le nombre d'incidents de sécurité de l'information;
 - B) Le type d'incidents;
 - C) Les sommes dépensées en gestion des incidents.
- G.58 Veuillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère de la Langue française :**
- A) Les dates;
 - B) L'endroit précis;
 - C) La liste des personnes présentes;
 - D) L'ordre du jour;
 - E) Les procès-verbaux;
 - F) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, conférencier, etc.).
- G.59 Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages :**
- A) Nombre de stagiaires reçus;
 - B) Heures de stages effectués;
 - C) Rémunération totale déboursée.
- G.60 Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les autochtones :**
- A) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants
- G.61 Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré depuis cinq ans.**
- G.62 Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis cinq ans.**
- G.63 Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42^e législature.**
- G.64 Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles depuis cinq ans.**
- G.65 Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.**
- G.66 Indiquer la valeur totale des services tarifés et ventiler par catégorie.**
- G.67 Indiquer la valeur des actifs possédés : meubles et immeubles.**
- G.68 Indiquer les coûts de système estimés depuis cinq ans.**
- G.69 Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.**
- G.70 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2024-2025 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* en indiquant :**
- A) Le nombre d'autorisations;
 - B) Le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
 - C) Le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
 - D) Le montant accordé;
 - E) Les motifs de la demande.
- G.71 Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2024-2025 :**
- A) Le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - B) Le nombre de refus avec mention de la raison ou de l'article;

- C) Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- D) Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

G.72 Pour 2024-2025, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- A) Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- B) Fournir la liste des salaires versés.

G.73 La liste des personnes et le mandat des comités formés par le conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Demandes de renseignements généraux – questions non répondues et motifs

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR1	G17	N/A	N/A	Demandes de rétrocession espaces non occupés	Liste des demandes de rétrocession des espaces non occupés concernant des baux de location. Pour chacune des demandes et pour chaque bail, préciser : a) la date de la demande; b) l'adresse des locaux visés par la demande; c) la superficie totale du bail de location; d) la superficie non occupée du bail de location au moment de la demande; e) les économies visées; f) la réponse de la SQI ou du locateur en indiquant la date de la réponse.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 15.
NR2	G19	N/A	N/A	Portrait actifs excédentaires	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied carrés en propriété.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 16.
NR3	G21	N/A	G19	Aménagement Cabinet	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 17.

NR4	G47	N/A	N/A	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 37.
NR5	G52	N/A	N/A	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 3
NR6	G58	N/A	N/A	Coût matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR7	G59	N/A	N/A	Dépenses sécurité informatique	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR8	G60	N/A	N/A	Dépenses vidéoconférence	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 pour l'acquisition de services de vidéoconférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) la liste des contrats; b) le nom du fournisseur; c) le montant déboursé.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR9	G63	N/A	N/A	Contrats - firmes consultation	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 ou ayant cours en 2024-2025 auprès d'une firme de consultation : a) la firme retenue; b) la copie du contrat; c) la date de fin prévue du contrat; d) la valeur prévue du contrat; e) les sommes dépensées à ce jour.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.

NR10	G64	N/A	N/A	Postes abolis et mutés sous le régime du RQAP	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste; b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13o.
NR11	G72 Nouvelle	N/A	N/A	Contrats accordés à des entreprises américaines	Au sujet des contrats accordés à des entreprises américaines : a) Veuillez fournir la liste des contrats accordés à des entreprises américaines en 2024-2025; b) Veuillez fournir toute politique, communication ou consigne au sujet de la réduction des dépenses auprès des entreprises américaines en 2024-2025.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR12	N/A	G01	N/A	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR13	N/A	G02	N/A	Postes non comblés	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13q.
NR14	N/A	G03	N/A	Nombre et proportion départs	Nombre de départs et proportion des départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13n.
NR15	N/A	G04 Nouvelle	N/A	Nombre de postes non pourvus gel d'embauche	Nombre de postes non pourvus en raison du gel du recrutement décrété le 1er novembre 2024 pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13r.
NR16	N/A	G06	N/A	Proportion femmes/hommes postes cadres supérieurs	Proportion de femmes et d'hommes dans les postes de cadres supérieurs.	Référez aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR17	N/A	G07	N/A	Proportion diversité postes cadres supérieurs	Proportion de personnes issues de la diversité dans les postes de cadres supérieurs	Référez aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR18	N/A	G08 Nouvelle	N/A	Proportion personnes cadres	Proportion de personnes cadres par rapport aux autres catégories d'emploi au courant des 5 dernières années.	Référez aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.

NR19	N/A	G15	N/A	Acquisitions marchés publics 5 dernières années	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR20	N/A	G17	N/A	Contrats - firmes consultation	Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils, notamment TACT, McKinsey, KPMG et NATIONAL; fournir lesdits contrats le cas échéant.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux 6.
NR21	N/A	G21	N/A	Superficie et dépenses - locaux utilisés	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 15.
NR22	N/A	G30	N/A	Coût de reconduction des programmes	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 38.
NR23	N/A	G31	N/A	Effectifs par territoire	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR24	N/A	N/A	G06	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 5.

NR25	N/A	N/A	G11	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR26	N/A	N/A	G16l	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR27	N/A	N/A	G17c	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2024-2025 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 14a.
NR28	N/A	N/A	G25	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13o.
NR29	N/A	N/A	G26	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2025-2026, par mission.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.

NR30	N/A	N/A	G31	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2024-2025, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) les mandats; c) les contrats; d) le résultat du travail effectué; e) les échéances prévues; f) les sommes impliquées.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR31	G11	N/A	N/A	Utilisation de logiciels d'intelligence artificielle	Concernant l'utilisation de logiciels d'intelligence artificielle (IA) dans les ministères et organismes, veuillez nous fournir : a) la liste des projets visés et l'objectif visé par chacun de ces projets; b) les sommes investies pour l'utilisation ou la conception de logiciel utilisant l'IA; c) le coût des licences d'utilisation associées à des logiciels utilisant des systèmes d'IA; d) la liste des contrats externes octroyés pour la mise en œuvre d'outils d'IA au sein des ministères et organismes et les firmes retenues pour les accomplir; e) les coûts d'entretien ou de mise à jour pour chacun de ces projets; f) le nombre d'employés (ETC) affectés à chacun de ces projets d'implantation de technologie d'IA; g) la liste des enjeux de sécurité liés à l'utilisation de fonctionnalités d'IA.	Question particulière qui doit être posée au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NR32	G44a	N/A	G52	Programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR33	G44b	N/A	G53	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds Capital ressources naturelles et énergie.	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.

NR34	G44c	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR35	G44d	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	Question particulière à poser à la Société du Plan Nord.
NR36	G45	N/A	G54	Contrats service juridiques	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR37	G56a	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : a) Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR38	G56aa	N/A	N/A	Politique gouvernementale de prévention en santé	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR39	G56aaa	N/A	N/A	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR40	G56b	N/A	N/A	Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

NR41	G56bb	N/A	N/A	Plan d'action Investissements étrangers et exportations 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR42	G56bbb	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR43	G56c	N/A	N/A	Opération main-d'œuvre Secteurs prioritaires	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : c) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires;	Question particulière à poser au de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR44	G56cc	N/A	N/A	Plan d'action Agrotourisme et tourisme gourmand 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère des Relations internationales et de la Francophonie.
NR45	G56ccc	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR46	G56d	N/A	N/A	Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : d) Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR47	G56dd	N/A	N/A	Plan d'action Activités physiques, sportives et récréatives 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère des l'Éducation.

NR48	G56ddd	N/A	N/A	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR49	G56e	N/A	N/A	Stratégie commune mission franco-québécoise découvrabilité contenus culturels francophones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : e) Stratégie commune de la mission franco-québécoise sur la découvrabilité des contenus culturels francophones;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR50	G56ee	N/A	N/A	Plan d'action violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR51	G56eee	N/A	N/A	Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR52	G56f	N/A	N/A	Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : f) Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR53	G56ff	N/A	N/A	Plan de protection face aux inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

NR54	G56fff	N/A	N/A	Plan d'action - relance des exportations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et au ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec".
NR55	G56g	N/A	N/A	Politique bioalimentaire 2018-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action de la Politique bioalimentaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR56	G56gg	N/A	N/A	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR57	G56ggg	N/A	N/A	Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ggg) Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026;	Question particulière à poser au ministère du Tourisme.
NR58	G56h	N/A	N/A	Politique mobilité durable 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : f) Plan d'action de la Politique de mobilité durable 2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR59	G56hh	N/A	N/A	Plan d'agriculture durable 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan pour une agriculture durable 2020-2030 et plans d'action régionaux 2021-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR60	G56hhh	N/A	N/A	Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : hhh) Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR61	G56ii	N/A	N/A	Plan pour une économie verte 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.

					l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan pour une économie verte 2020-2030;	
NR62	G56iii	N/A	N/A	Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : iii) Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR63	G56j	N/A	N/A	Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR65	G56jjj	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : jjj) Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024- 2029;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR66	G56k	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale occupation et vitalité territoires 2025-2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : k) Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2025-2029	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR68	G56kkk	N/A	N/A	Plan pour la langue française	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : kkk) Plan pour la langue française;	Question particulière à poser au ministère de la Langue française.

NR72	G56mm	N/A	N/A	Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR92	G56xx	N/A	N/A	Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR112	N/A	G23	N/A	Nombre de membres ordre professionnel	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR114	N/A	G28	N/A	Bilan des efforts de diminution GES	Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR115	N/A	N/A	G36	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2024-2025 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR116	N/A	N/A	G47	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR117	N/A	N/A	G55	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2024-2025, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2024-2025 :

- A) Les endroits et dates de départ et de retour;
- B) La copie des programmes et rapports de mission;
- C) Les personnes rencontrées;
- D) Le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- E) Les noms des ministres, des députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- F) Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- G) La liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant :
- H) les détails de ces ententes;
- I) les résultats obtenus à ce jour;
- J) Investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimés.

Lieu Date	Participant, fonction	But de la mission	Coût		
			Transport	Repas	Hébergement indemnité forfaitaire incluse
Toronto 9 au 12 avril 2024	Marianne Bonnard, directrice, Francophonie canadienne Olivier Caron, adjoint exécutif et conseiller en francophonie canadienne	Rencontre du Réseau intergouvernemental en francophonie canadienne	1 395,71 \$	355,76 \$	2 016,30 \$
Ottawa 14 mai 2024	Juliette Champagne, Sous-ministre	Congrès annuel de l'ACFAS	324,64 \$	52,25 \$	232,55 \$
Ottawa 13-14 mai 2024	Marie-Andrée Bédard, conseillère en francophonie canadienne Sophie Gouveia, conseillère en francophonie canadienne	Congrès annuel de l'ACFAS	271,20 \$	163,72 \$	1 886,65 \$
Halifax 7 au 12 août 2024	Juliette Champagne, Sous-ministre	Conseil des ministres sur la francophonie canadienne et Congrès annuel mondial acadien	1 349,63 \$	50,58 \$	1 330,91\$
Halifax 6 au 11 août 2024	Olivier Caron, adjoint exécutif et conseiller en francophonie canadienne	Conseil des ministres sur la francophonie canadienne et Congrès annuel mondial acadien	967,07 \$	128,32 \$	2 270,53 \$
Halifax 7 au 12 août 2024	Nicolas Hitch, conseiller en francophonie canadienne	Conseil des ministres sur la francophonie canadienne et Congrès annuel mondial acadien	1 233,88 \$	349,56 \$	1 539,66 \$

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4, paragraphe 18) : [Frais et dépenses 2024-2025 | Gouvernement du Québec](#).

Les questions C), F), G) et H) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.2 Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2024-2025 :

- A) Les raisons du déplacement;
 - B) L'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - C) Les coûts ventilés.
-

Le Ministère n'a payé aucune facture pour un voyage en avion ou en hélicoptère, puisque les dépenses du cabinet ont été assumées par le MCE.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4, paragraphe 17) : [Frais et dépenses 2024-2025 | Gouvernement du Québec](#).

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.3 Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- D) La ventilation des sommes dépensées pour 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026;
- E) Les noms des firmes de publicité retenues;
- F) La liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- G) Le but visé par chaque dépense;
- H) Dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- I) Les noms des fournisseurs incluant les contrats de photographie;
- J) La répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion;
- K) Le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4, paragraphe 24) : [Frais et dépenses 2024-2025 | Gouvernement du Québec](#).

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et elle est diffusée mensuellement sur le site Internet du Ministère. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.4 Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- A) Les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026 ventilées par type d’événement;
- B) Le but visé par chaque dépense;
- C) Le nombre total et la liste d’événements ventilés par type d’événement;
- D) Si l’événement s’est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l’organisme :

- E) Les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026 ventilées par type d’événement;
- F) Le but visé par chaque dépense;
- G) Le nombre total et la liste d’événements ventilés par type d’événement;
- H) Si l’événement s’est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- I) Les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026 ventilées par type d’événement;
- J) Le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- K) La liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié);
- L) La liste et les noms des fournisseurs et consultants, s’il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- M) Le but visé par chaque dépense;
- N) Le nombre total et liste d’événements ventilés par type d’événement;
- O) Si l’événement s’est tenu virtuellement.

Dépenses réalisées entre 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025.

Type d’événement ou activité publique	But	Coût	Fournisseur
Conférence de presse	Dévoilement du <i>Plan pour la langue française</i>	2 964,96 \$	Ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)
Conférence de presse	Annonce de la création d’un partenariat Québec-France sur la découvrabilité des contenus scientifiques francophones	4 989,16 \$	Ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)
Conférence de presse	Annonce du dépôt du projet de loi 84	0 \$	Assemblée nationale

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.5 La liste des dépenses en formation de communication en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- A) Les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026 ventilées par type d'événement;
- B) Le but recherché pour chaque dépense;
- C) Le nombre total et la liste des formations ventilée par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- D) Les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026;
- E) Le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- F) Le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- G) La liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu;
- H) Le but visé pour chaque dépense;
- I) Le nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4, paragraphes 22 et 23) : [Frais et dépenses 2024-2025 | Gouvernement du Québec](#).

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.6 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme y compris le cabinet ministériel en 2024-2025 en indiquant :

- A) Les noms des professionnels ou de la firme;
- B) Les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- C) Le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- D) La date d'octroi du contrat;
- E) Le coût total y compris les avenants et/ou suppléments;
- F) L'échéancier;
- G) Dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Liste des contrats de 1 000 \$ à 24 999 \$ du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Coût
Adnia	Élaboration et mise à jour de tableaux de bord exécutifs	Gré à gré	23 450,00 \$
BDO	Examen du rapport annuel de gestion du MLF 2023-2024	Gré à gré	19 500,00 \$
Bibliothèque Cécile-Rouleau	Transfert et intégration de la collection documentaire du MLF	Gré à gré	10 272,00 \$
Distramar inc.	Achats de casiers	Gré à gré	20 786,86 \$
Distramar inc.	Achat de cabines de travail individuel (2X)	Gré à gré	20 984,29 \$
Isarta formations Inc.	Formation « Rédaction persuasive : l'art de convaincre »	AOI	5 000,00 \$
Jonathan Aubin	Révision linguistique sur demande	Gré à gré	7 500,00 \$
Patrick Taillon	Réalisation d'un rapport d'expertise	Gré à gré	7 700,00 \$
Propulsion RH	Conférence « Collaboration en mode hybride »	AOI	2 947,36 \$
Stylo.ca	Achat et gravure des stylos reconnaissance 25 ans de service	AOI	1 462,00 \$
Technologia	Formation « Exceller dans son rôle de service-conseil »	Gré à gré	7 250,00 \$

Les questions B), D), F) et G) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits ou elles sont déjà répondues par d'autres sous-questions de cette même question.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site Internet du Ministère : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres/langue-francaise/acces-information/contrats-engagements-financiers>.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.7 Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme en indiquant :

- A) La liste des soumissions et le montant de chacune;
 - B) La grille d'évaluation des soumissions;
 - C) Le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
 - D) Le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
 - E) Le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
-

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.8 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 :

- A) La liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
 - B) Le total des coûts reliés à ces consultants ventilés par catégorie (incluant la masse salariale);
 - C) Le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
 - D) Le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
 - E) Une description de son mandat;
 - F) La date de début de son contrat;
 - G) La date prévue de fin de son contrat;
 - H) Sa rémunération annuelle.
-

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du Ministère : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres/langue-francaise/acces-information/contrats-engagements-financiers>.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.9 Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2024-2025 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- A) Le nom du projet;
 - B) La nature du projet;
 - C) L'échéancier initial et revu, s'il y a lieu;
 - D) Le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - E) Les plus récentes évaluations du coût du projet;
 - F) Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet au total et ventilés par année financière;
 - G) L'estimation des coûts restant à déboursier pour terminer la réalisation du projet;
 - H) Les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
 - I) Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - J) Le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
 - K) Le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du Ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du Ministère :
 - La valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le Ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
 - L) Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
 - M) Le nombre et la liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2024-2025.
-

Le Ministère n'a aucun projet en ressources informationnelles en 2024-2025.

L'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante :
<https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.10 Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- A) Les coûts estimés par année;
 - B) Les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
 - C) Les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
 - D) La liste des fournisseurs;
 - E) Une copie du plan de déploiement.
-

- A) Le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) soutient le Ministère en services informatiques.

En 2024-2025, le Ministère a versé au MCN la somme totale de 288 468,50 \$ pour l'ensemble de services informatiques.

La facturation ne permet pas d'isoler la dépense exacte en infonuagique, car le Ministère fait partie d'un groupe de ministères et organismes desservis par le MCN.

- B) Le MCN transmet une facturation globale.

- C) Le MCN transmet une facturation globale.

- D) La liste des fournisseurs - Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/gouvernement/faireaffaire/Appels_d_offres_et_acquisitions/Courtier_en_infonuagique/LI_prestataires_qualifies_AO_courtier.pdf

Les questions A) et E) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

- G.11 De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2024-2025 et la ventilation pour chaque mois de chacune des dépenses suivantes :
- A) La photocopie;
 - B) Le mobilier de bureau;
 - C) L'ameublement;
 - D) La décoration et l'embellissement incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
 - E) Le distributeur d'eau de source;
 - F) Le remboursement des frais de transport;
 - G) Le remboursement des frais d'hébergement;
 - H) Le remboursement des frais de repas;
 - I) Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
 - J) L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - a) Au Québec;
 - b) À l'extérieur du Québec.

Description de la dépense	Coût
Photocopie	1 944,75 \$
Mobilier de bureau	1 125,38 \$
Ameublement	19 027,25 \$
Décoration et embellissement	0,00 \$
Distributeurs d'eau de source	0,00 \$
Frais de transport	23 831,59 \$
Frais d'hébergement	22 259,74 \$
Frais de repas	6 762,50 \$
Frais d'alcool et de fêtes	0,00 \$
Congrès, colloques et perfectionnement au Québec	31 913,70 \$
Congrès, colloques et perfectionnement à l'extérieur du Québec	0,00 \$
TOTAL	106 864,91 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale du Québec.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.12 De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- A) Le coût des contrats téléphoniques;
- B) Le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- C) Le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- D) Les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- E) Le nombre de téléphones cellulaires et téléphones intelligents;
- F) Le coût d'acquisition des appareils;
- G) Le coût d'utilisation des appareils;
- H) Les noms des fournisseurs;
- I) Les ordinateurs portables;
- J) Les iPad ou autre type de tablette électronique.

B) Le coût des frais d'itinérance	0,00 \$
C) Le coût lié aux dépassements des forfaits de données	0,00 \$
D) Les coûts de résiliation	0,00 \$

Les sous-questions E), I) et J) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Pour les sous-questions A), F), G) et H), l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4, paragraphe 25) : [Frais et dépenses 2024-2025 | Gouvernement du Québec](#).

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.13 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :

- A) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de **35 ans et plus**;
- B) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de **35 ans et moins**;
- C) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- D) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- E) Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
 - Le coût moyen par employé selon la classe de travail;
- F) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- G) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours, et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- H) Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- I) L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- J) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- K) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- L) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- M) Le nombre d'employés permanents et temporaires;
- N) Le nombre de départs volontaires ventilé par raisons du départ;
- O) Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- P) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- Q) Le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés ventilé par région;
- R) Le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1er novembre 2024

Les réponses aux questions A), B), C), D), E), F), G), I), J), K), L), M), N) et P) seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.13H Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces informations renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces informations. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

G.13O Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :
q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;

Aucun poste n'a été aboli pour la période de référence.

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

G.13Q Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :
s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés ventilé par région.

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

G.13R Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : R) le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1er novembre 2024.

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.14 Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026 :

- A) Le nombre de départs à la retraite incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
 - B) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent plan de gestion des ressources humaines;
 - C) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
-

- A) Le nombre de départs à la retraite en 2024-2025 incluant le total et la ventilation des indemnités versées (données au 31 janvier 2025)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- B) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

Les règles gouvernementales relatives au taux de renouvellement de l'effectif à la suite de départs à la retraite ont pris fin le 31 mars 2015.

- C) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats est de 3.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.15 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2024-2025 en indiquant pour chacun d’eux :

- A) L’emplacement de la location;
- B) La superficie totale pour chaque local loué;
- C) Le coût total de ladite location;
- D) Les coûts d’aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- E) La durée du bail;
- F) Le propriétaire de l’espace loué;
- G) En cas de résiliation de bail en cours d’année, les coûts de résiliation;
- H) La superficie totale réellement occupée;
- I) La superficie inoccupée;
- J) Le coût de location au mètre carré;
- K) Les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

A - L’emplacement de la location	D - Coût d’aménagement	E - Durée du bail	Coût de résiliation
800, rue D’Youville, Québec	260 494,42 \$	5 ans	S. O.
425, boulevard de Maisonneuve, Montréal	19 071,90 \$	10 ans	S. O.

Pour les sous-questions a) l’emplacement de la location, b) la superficie totale pour chaque local loué, c) le coût total de ladite location et f) propriétaire de l’espace loué, l’information est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 27) : [Accès à l’information | Ministère de la Langue française | Gouvernement du Québec](#)

Les sous-questions H), I), J) et K) ne semblent pas pertinentes à l’étude des crédits.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.16 Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2024-2025, fournir :

- A) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
 - B) La valeur estimée de ceux-ci;
 - C) Les coûts d'entretien annuel;
 - D) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.
-

Le Ministère n'a aucun actif immobilier excédentaire.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

- G.17 Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés incluant :**
- A) Les dates des travaux;
 - B) Les coûts;
 - C) Le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Aucun travail n'a été réalisé durant la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025 dans les locaux du Ministère.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale du Québec.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.18 Liste du personnel de cabinet de chaque membre du conseil des ministres durant l'année 2024-2025 en indiquant pour chaque individu :

- A) La date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- B) Le titre de la fonction;
- C) L'adresse du port d'attache;
- D) La masse salariale totale par cabinet;
- E) Le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- F) La prime de départ versée, le cas échéant;
- G) La liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- H) La description de tâches;
- I) Le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2024-2025;
- J) Le nombre total d'employés au cabinet;
- K) Le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- L) Si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Cabinet de Jean-François Roberge	
Description de tâche	Port d'attache
Directeur de cabinet	Québec
Directeur adjoint de cabinet	Montréal
Directeur des communications et attaché de presse	Montréal
Conseiller politique	Québec
Conseillère politique	Québec
Adjointe du ministre	Québec
Masse salariale annuelle	892 666,23 \$

Les sous-questions a), e), f), g), h), i), j), k), l) ne sont pas pertinentes à l'étude des crédits.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.19 Liste des sommes d'argent versées en 2024-2025, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme en indiquant :

- A) Le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- B) La circonscription électorale;
- C) Le montant attribué;
- D) Le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4, paragraphe 26) : [Frais et dépenses 2024-2025 | Gouvernement du Québec](#).

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.20 Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- A) Le nom de la personne;
 - B) Le poste occupé;
 - C) Le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - D) L'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - E) La date de l'assignation hors structure;
 - F) La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
 - G) Les prévisions pour 2025-2026.
-

Poste 1

- B) Le poste occupé : Cadre 2
- C) Le salaire de base et les bonis, le cas échéant : 151 728 \$
- D) L'assignation initiale et l'assignation actuelle : Cadre 2, directeur d'un groupe de recherche, Université Laval
- E) La date de l'assignation hors structure : Juin 2022
- F) La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu : Décembre 2025

Poste 2

- B) Le poste occupé : Titulaire d'emploi supérieur
- C) Le salaire de base et les bonis, le cas échéant : 187 521 \$
- D) L'assignation initiale et l'assignation actuelle : Titulaire d'emploi supérieur / Titulaire d'emploi supérieur, ministère du Conseil exécutif
- E) La date de l'assignation hors structure : Novembre 2024
- F) La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu : Indéterminée

Les sous-questions A) et G) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.21 Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- A) Le poste initial;
- B) Le salaire;
- C) Le poste actuel, s'il y a lieu;
- D) La date de la mise en disponibilité;
- E) Les prévisions pour 2025-2026.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

-
- G.22 Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2024-2025 le nombre d’occasionnels mis à pied dont le ministère ou l’organisme a mis fin à l’emploi ou dont le contrat n’a pas été renouvelé en précisant la ou les raisons et en ventilant :**
- A) Par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
 - B) Par catégorie d’âge;
 - C) Prévisions pour 2025-2026.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.23 Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres en indiquant :

- A) Le nom de la personne;
- B) Le poste occupé et le nom de l'organisme;
- C) Le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- D) L'assignation initiale;
- E) L'assignation actuelle;
- F) La date de l'assignation hors structure;
- G) La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Poste 1	
B) Poste occupé et nom de l'organisme	Directeur d'un groupe de recherche Université Laval
C) Salaire de base et les bonis, le cas échéant	151 728 \$
D) Assignation initiale	Cadre 2
E) Assignation actuelle	Directeur d'un groupe de recherche, Université Laval
F) Date de l'assignation hors structure	Juin 2022
G) Date de la fin de l'assignation	Décembre 2025

Poste 2	
B) Poste occupé et nom de l'organisme	Titulaire d'emploi supérieur, ministère du Conseil exécutif
C) Salaire de base et les bonis, le cas échéant	187 521 \$
D) Assignation initiale	Titulaire d'emploi supérieur, MLF
E) Assignation actuelle	Titulaire d'emploi supérieur, ministère du Conseil exécutif
F) Date de l'assignation hors structure	Novembre 2024
G) Date de la fin de l'assignation	Indéterminée

La sous-question A) ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.24 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2024-2025 en précisant pour chaque abonnement :

- A) Le coût de chacun;
- B) Le fournisseur;
- C) La nature du service;
- D) S'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégories.

B - Fournisseur	C – Nature de services	A - Coût
Bibliothèque Cécile-Rouleau, MESS	Abonnement annuel	12 000 \$
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Abonnement annuel	508,75 \$
Thomson Reuters	Abonnement aux mises à jour (feuilles mobiles) – Accès à l'information : loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires	174,00 \$

La sous-question d) ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.25 Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Le Ministère n'a déboursé aucune somme pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, des billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.26 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- A) Le nom du site Web;
- B) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- C) Les coûts de construction du site;
- D) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- E) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- F) Le nombre de visiteurs (« hits ») par mois;
- G) Le nombre de visiteurs uniques mensuellement;
- H) Les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
- I) La fréquence moyenne de mise à jour;
- J) Le responsable du contenu du site.

A) Adresse du site Internet :	https://www.directives.mlf.gouv.qc.ca
B) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site	MESS
C) Coûts de construction du site	17 000 \$
D) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (pour 2024-2025)	Hébergé sur des serveurs du domaine MESS, infrastructure au MCN : 10 927.50 \$ (hébergement, entretien et mise à jour)
E) Coûts de modernisation ou de refonte	S. O.
H) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	S. O.

Les sous-questions F), G), I), J) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

- G.27 Pour 2024-2025, les dépenses effectuées, par ministère, pour les tournées, les visites ou les rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec en précisant :**
- A) Les régions et les villes visitées;
 - B) Les personnes et organismes rencontrés;
 - C) Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
 - D) Les raisons du déplacement;
 - E) L'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - F) Les coûts ventilés;
 - G) Le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
-

Aucune rencontre ministérielle ou sous-ministérielle ne s'est tenue en région.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.28 La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2024-2025 :

- A) le détail des mandats;
- B) le coût (déplacements, etc.);
- C) le nombre de ressources affectées;
- D) le nombre de rencontres;
- E) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- F) l'objet;
- G) les dates.

B) Tous les frais du cabinet incluant les adjoints parlementaires sont assumés par le ministère du Conseil exécutif. Il n'y a aucun montant payé dans le budget du ministère de la Langue française.

Les sous questions A), C), D), E), F), G) ne sont pas pertinentes à l'étude des crédits.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.29 Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.30 Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l’année financière 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.31 L’inventaire complet des services tarifés que les ministères et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu’ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) des ministères et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour 2025-2026.

L’information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2024-2025 des ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.32 Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2024-2025 demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor et confirmé par le gouvernement en décembre 2024 pour 2025-2026.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.33 Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et 2026-2027 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates de versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Le Ministère n'a reçu aucune somme du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.34 Pour chaque ministère et organisme, y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

Aucune prime au rendement ni aucun boni n'a été versé au personnel du ministère de la Langue française en 2024-2025.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.35 Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

En 2024-2025, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.36 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des indemnités de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour rupture de contrat.

Aucune indemnité de départ n'a été versée.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.37 Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.38 La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2024-2025 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2025-2026. Pour chacun de ces programmes existants en 2024-2025, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2025-2026 en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.39 Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.40 Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres :

- A) La dépense totale (opération et capital);
 - B) Les grands dossiers en cours;
 - C) Le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
 - D) Préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
 - E) Le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
-

- A) Le Ministère a des ententes avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) pour tous les services informatiques.

Les télécommunications, l'hébergement des données, l'environnement bureautique et le matériel sont assumés par le MCN alors que le soutien à la gouvernance et le développement des applications et des systèmes de mission ainsi que la cybersécurité sont offerts par le MESS.

La dépense totale (opération et capital) en 2024-2025 :

- opérations : 1 020 325,15 \$,
- investissement : 12 036,24 \$.

- B) L'information sur les grands dossiers des organismes publics est disponible sur le tableau de bord des projets en ressources informationnelles du gouvernement du Québec à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/accueil/>

La sous-question C) n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Pour les sous-questions D) et E), l'information recherchée se retrouve à l'adresse Internet suivante : <https://www.donneesquebec.ca/recherche/dataset/portrait-de-la-main-d-oeuvre-en-ti-de-la-fonction-publique-du-quebec>

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.41 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.42 Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et les membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association ou ordre professionnel en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations), ventilé par association et ordre professionnel en indiquant :

- A) La dépense totale relative au paiement des cotisations;
 - B) La liste des associations ou d'ordres professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour des cotisations;
 - C) Le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.
-

A) La dépense totale relative au paiement des cotisations

La dépense totale relative au paiement des cotisations entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025 est de : 5 796,31 \$

B) La liste des associations ou d'ordres professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour des cotisations

– Le Barreau du Québec

C) Le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations

– 3

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.43 Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- A) La date;
 - B) La nature;
 - C) Les questions posées;
 - D) Les réponses;
 - E) La firme retenue;
 - F) Les coûts.
-

Le Ministère a réalisé deux sondages au cours de l'année financière 2024-2025.

1. Sondage sur l'utilisation des outils par les émissaires
 - E) Firme retenue : Aucune, enquête réalisée par le MLF
 - F) Coût : Aucun
2. Sondage sur la satisfaction des émissaires en regard de l'atelier du 30 mai 2024
 - E) Firme retenue : Aucune, enquête réalisée par le MLF
 - F) Coût : Aucun

Les questions A), B), C) et D) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.44 Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou organisme.

En 2024-2025, le Ministère n'a effectué aucune dépense visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre de ses activités.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.45 Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :

- A) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2024-2025;
 - B) Le nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2024-2025 en précisant la région d'origine et la région de destination;
 - C) Le nombre d'emplois transférés en région depuis le 1^{er} octobre 2018.
-

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante :
<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.46 Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et les stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : G) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027.

Le Ministère n'a investi aucune somme pour le Plan d'action à l'égard des personnes handicapées en 2024-2025.

Le Plan d'action à l'égard des personnes handicapées est disponible sur le site Internet du Ministère : [Plan d'action à l'égard des personnes handicapées \(quebec.ca\)](https://www.mlf.gouv.qc.ca/fr/plan-daction-a-legard-des-personnes-handicapees).

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.47 Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : N) Plan d'action de développement durable 2023-2028.

Aucun budget spécifique n'était prévu pour la réalisation des actions du Plan d'action de développement durable (PADD) 2023-2028. Les mesures ont été réalisées à même les opérations courantes des directions impliquées, sans budget particulier.

Le Plan d'action de développement durable est disponible sur le site du Ministère, [Plan d'action de développement durable 2023-2028 \(quebec.ca\)](#).

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.48 Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l’organisme contenue dans les plans d’action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l’état d’avancement de la mesure : pp) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.49 Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de : LLL) Tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.

L'information concernant tout autre plan d'action ministériel ou interministériel se retrouve notamment au rapport annuel de gestion ainsi qu'au plan annuel de gestion des dépenses des ministères et des organismes.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.50 Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance en 2024-2025 au sein du ministère ou de l'organisme :

- A) Le nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;
 - B) Le nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
 - C) Le nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2025;
 - D) La proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;
 - E) Le nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine;
 - F) 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.
-

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante : [Politique-cadre en matière de télétravail pour le personnel de la fonction publique](#).

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

**G.51 Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de
remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.**

En 2024-2025, le Ministère a versé 1 042 \$ pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.52 Concernant toutes mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale au sein du ministère ou de l'organisme en 2024-2025 :

- A) Les sommes dépensées;
 - B) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
-

Le PAE est offert et financé par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du Ministère : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres/langue-francaise/acces-information/contrats-engagements-financiers>.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.53 Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs :

Le coût des CT réunions du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025 est de 10 136,41.

Voici la liste des fournisseurs :

- MESS
- Sodexo Québec limitée
- Métro
- Second Cup
- Sandwicherie Fastoche
- ÉNAP
- Le Bangard inc.,
- Université Laval
- Onna Café
- Costco
- Second Cup
- St-Hubert

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.54 Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2024-2025. Indiquer :

- A) Le lieu;
- B) Le coût;
- C) La ou les dates de participation;
- D) Le nombre de participants;
- E) Le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
- F) Le nom de la formation ou de l'activité.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23) : [Frais et dépenses 2024-2025 | Gouvernement du Québec](#).

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.55 Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 :

- A) La liste de tous les concours et tirages réalisés;
 - B) Les prix remis aux gagnants des concours et des tirages ainsi que la valeur de ces prix;
 - C) L'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
 - D) La liste des concours qui ont pris fin.
-

Aucun tirage ni concours n'ont été réalisés au cours de l'année 2024-2025 au ministère de la Langue française.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.56 Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 :

- A) Le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- B) Le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- C) Le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics ventilés par instance ou organisme;
- D) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

-
- A) La Direction des communications est composée de 50 personnes qui sont affectées aux communications stratégiques, organisationnelles, numériques, graphiques ainsi qu'aux affaires publiques. Les 50 personnes s'occupent à la fois des communications du ministère du Conseil exécutif, du Secrétariat du Conseil du trésor et du ministère de la Langue française.
 - B) Le budget de fonctionnement de la Direction des communications du ministère de la Langue française est de 13 763 \$.
 - D) Les sommes investies en veille médiatique supérieures à 1 000 \$ et inférieures à 25 000 \$ sont incluses dans la demande de renseignements généraux numéro 6 (contrats).

Pour les sommes de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

La sous-question C) ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.57 Pour le ministère et chacun des organismes, agences et autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer :

- A) Le nombre d'incidents de sécurité de l'information;
- B) Le type d'incidents;
- C) Les sommes dépensées en gestion des incidents.

En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.58 Veuillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère de la Langue française :

- A) Les dates;
- B) L'endroit précis;
- C) La liste des personnes présentes;
- D) L'ordre du jour;
- E) Les procès-verbaux;
- F) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, conférencier, etc.).

Le coût global pour les rencontres de planification stratégique s'élève à :

Date	Lieu	Nb de participants	Détail des frais
21 janvier 2025	Maison de la littérature	4	Repas : 115 \$

Les sous-questions C), D), E) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.59 Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages :

- A) Nombre de stagiaires reçus;
- B) Heures de stages effectués;
- C) Rémunération totale déboursée.

A) Nombre de stagiaires reçus en 2024-2025 : 4

C) Rémunération totale déboursée : 33 012,15 \$.

La sous-question B) ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.60 Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les autochtones :

- A) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.

Aucune somme allouée à la consultation avec les autochtones.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.61 Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré depuis cinq ans.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du Ministère : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres/langue-francaise/acces-information/contrats-engagements-financiers>.

G.62 Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d’aide aux employés » (PAE) depuis cinq ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.63 Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42^e législature.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.64 Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l’application des lois dont votre ministère est responsable de l’application. Ventiler par loi et articles depuis cinq ans.

Aucune amende n’a été perçue en 2024-2025.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.65 Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du Ministère : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres/langue-francaise/acces-information/contrats-engagements-financiers>

G.66 Indiquer la valeur totale des services tarifés et ventiler par catégorie.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel de gestion 2024-2025 des ministères et organismes.

G.67 Indiquer la valeur des actifs possédés : meubles et immeubles.

Pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures :

La réponse à cette question (valeur des immeubles) sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

Pour les immeubles qui ne sont pas la propriété de la Société québécoise des infrastructures :

Le ministère de la Langue française ne possède aucun actif immobilier.

Acquisition de meubles pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025 : 20 152,63 \$

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.68 Indiquer les coûts de système estimés depuis cinq ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.69 Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.

L'information recherchée est disponible sur le site Internet de la Société québécoise d'information juridique à l'adresse suivante : <https://soquij.qc.ca/a/fr>.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.70 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2024-2025 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* en indiquant :

- A) Le nombre d'autorisations;
 - B) Le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
 - C) Le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
 - D) Le montant accordé;
 - E) Les motifs de la demande.
-

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca>.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.71 Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2024-2025 :

- A) Le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - B) Le nombre de refus avec mention de la raison ou de l'article;
 - C) Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - D) Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.
-

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel de gestion 2024-2025 des ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

-
- G.72 Pour 2024-2025, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu’aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :**
- A) Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - B) Fournir la liste des salaires versés.
-

Il n’y a aucun cadre, dirigeant ou sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction au Ministère.

MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux

G.73 La liste des personnes et le mandat des comités formés par le conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Liste des personnes	Honoraires versés en 2024-2025*
Marc Lacroix	1 250 \$
Line Bérubé	875 \$
Nicole Bourget	1 000 \$

* Données au 31 janvier 2025.